

LES ÉLITES CULTURELLES À GRENOBLE, DES ANNÉES 1940 AUX ANNEES 1980

Gil Emprin

Correspondant de l'IHTP pour le département de l'Isère

L'expérience politique grenobloise pendant les trois mandats d'Hubert Dubedout¹ (1965-1983) a mêlé étroitement des acteurs agissant tour à tour dans le champ politique, scientifique et culturel. Élités culturelles sans jamais le revendiquer, ils ont voulu tenir les deux bouts de la chaîne, en favorisant la création et la modernité tout en permettant l'accès à la culture au plus grand nombre. À la fois théoriciens et praticiens, ils ne furent pas une génération spontanée, mais héritaient plus ou moins confusément d'expériences grenobloises d'éducation populaire et de réflexions sur la démocratisation de la formation des élites menées dans les deux écoles d'Uriage de 1940-1942 et de 1944-1946. S'ils n'ont jamais été des élites qu'on appellerait aujourd'hui « médiatiques », ils ont joué un rôle majeur dans la représentation de Grenoble comme une ville de province exceptionnelle dans la France des années 1970, période d'un âge d'or culturel grenoblois.

1936-1946, l'émergence de la question culturelle et des élites

Grenoble à la fin des années 1930 ne se distingue pas d'autres villes de province par son activité culturelle ou la qualité particulière des hommes qui la font vivre. Ceux qu'on pourrait qualifier d'élites culturelles sont surtout des élites sociales républicaines qui se fréquentent mais rayonnent peu au-delà de leur cercle. Des professeurs d'université ont une envergure nationale comme le géographe Raoul Blanchard. Andry Farcy, l'audacieux conservateur du Musée des Beaux-Arts, est connu des milieux d'affaires grenoblois. Il produit avec talent des affiches publicitaires, mais ses choix en matière d'acquisition d'œuvres sont loin de faire consensus. Emmanuel Mounier, né à Grenoble, est depuis longtemps « monté » à Paris. Grenoble commence à être connue pour ses industries, mais pour le reste, elle compte encore beaucoup plus de casernes que de lieux culturels. La décennie 1936-1946 sera le cadre tourmenté mais fécond d'une émergence de la question culturelle et de l'accès à la culture.

¹ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

Un premier « Peuple et culture »

À la fin des années 1930, on peut percevoir des phénomènes qui deviendront des lignes de force de ce qui deviendra le « modèle » grenoblois : d'une part, la ville affirme une vocation industrielle et scientifique, profitant de sa mise en scène lors de l'exposition internationale de l'industrie et du tourisme en 1925, donnant de fait une dimension culturelle et populaire à la science. Par ailleurs, on constate dès cette époque que les acteurs de ce renouvellement ne sont pas Grenoblois, mais ont été appelés à Grenoble : le maire Paul Mistral², figure discrète mais d'envergure nationale de la SFIO, a fait venir René Gosse, un des fondateurs du CNRS, à la tête de l'université scientifique. Il dirige l'institut polytechnique de Grenoble. René Gosse³ était aussi conseiller municipal et membre de la Ligue des Droits de l'Homme. Léon Jaussely, qui prépare un plan ambitieux d'extension urbaine qui sera interrompu par la guerre a lui aussi été démarché. Dans l'atmosphère dynamisante et militante du front populaire, un premier Peuple et culture naît à Grenoble en 1936. Les trois créateurs de ce Peuple et culture sont assez emblématiques des acteurs culturels – on ne peut pas encore parler d'élites – qui joueront un rôle majeur à Grenoble : ils mêlent science, culture et politique, et ne sont pas grenoblois ni même isérois d'origine. Pierre Flaureau⁴, originaire du Cantal, est venu faire des études à Grenoble. Ingénieur électricien, il s'installe à son compte à la tête d'un petit atelier. Il est militant communiste, membre fondateur de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), secrétaire local des Amis de Commune. Roger Darves-Bornoz⁵, lui aussi communiste, est d'origine savoyarde, professeur de mathématiques. Yves Farge⁶, originaire des Bouches du Rhône, au départ dessinateur industriel, est devenu journaliste à la Dépêche dauphinoise, puis au *Progrès de Lyon*. Il a milité à la SFIO. Association d'éducation populaire, voisine du mouvement des auberges de jeunesse et des initiatives de Léo Lagrange, ce premier Peuple et culture n'a pas laissé beaucoup de traces, mais une ambition d'éducation populaire appelée à être développée.

Les écoles de cadres d'Uriage

En novembre 1940, un groupe de jeunes hommes a installé à Uriage, à quelques kilomètres de Grenoble, une communauté éducative originale. Elle devient en décembre une institution de l'État français de Vichy qui cherche à former les élites politiques et sociales de sa révolution nationale. Elle

² Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2017.

³ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2009.

⁴ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2009.

⁵ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

⁶ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2009.

se veut un laboratoire de recherches sur la vie civique et sociale. Si ses dirigeants restent loyaux au Maréchal, ils organisent des confrontations entre intellectuels de divers courants de pensée et mettent en relation des jeunes venus de tous horizons, des militaires en congé d'armistice à des militants de la CGT ou un sociologue de formation marxiste comme Joffre Dumazedier⁷. Comprenant qu'on ne peut envisager aucune « révolution nationale » dans le cadre de la collaboration et de l'occupation, ses formateurs deviennent progressivement des « dissidents », ce qui entraîne la fermeture de l'Ecole par Pétain en décembre 1942. Nombre d'entre eux entrent en résistance, constituant des équipes « volantes » qui vont à la rencontre des maquisards avec le souci d'éclairer spirituellement, politiquement leur engagement. Parmi ces cadres, Hubert Beuve-Méry, Jean-Marie Domenach, Bénigno Cacérès, Joffre Dumazedier. À l'été 1944, ils animent la commission « éducation » du Comité départemental de Libération (CDL). Six des huit membres de la commission « culture » du Comité Départemental de Libération sont « uriagistes ». Cacérès et Dumazedier sont à la base de la création du spectacle-manifeste joué le 22 août 1945 pour célébrer le premier anniversaire de la libération de Grenoble : « un peuple se retrouve », avec 400 figurants et acteurs dont certains jouent leur propre rôle. Des anciens d'Uriage, formateurs et stagiaires participent aux « Nouvelles équipes de la Renaissance française » (NERF) qui planchent sur le volet éducatif des Etats généraux de la Renaissance française et tentent ainsi de faire durer l'esprit des CDL face à la normalisation administrative et politique que les préfets du gouvernement provisoire opèrent. Afin de pérenniser les ambitions de cette commission, au moment où le CDL est appelé à disparaître. Cacérès, Dumazedier fonde, avec Paul Lengrand⁸, le 21 février 1945, Peuple et culture, association d'éducation populaire, qui a l'ambition de « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture ». Leurs parcours jusqu'à la création de Peuple et Culture éclaire la formule : Joffre Dumazedier, sociétaire actif des auberges de jeunesse, jeune diplômé de la Sorbonne, donnait à vingt-deux ans des cours du soir à de jeunes ouvriers de la banlieue parisienne. Benigno Cacérès⁹, charpentier, qui a quitté l'école à 12 ans, réfugié espagnol, historien autodidacte, est devenu formateur à Uriage et docteur en histoire. Paul Lengrand était professeur de lettres, socialiste. Peuple et culture obtient rapidement la reconnaissance de l'Etat en la personne de Jean Guehenno¹⁰, directeur de la Jeunesse au ministère de l'Education nationale, qui nomme Dumazedier inspecteur des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. L'association est, un temps, hébergée dans un appartement réquisitionné d'une chef d'entreprise coupable de collaboration.

Dans l'euphorie de la libération, Xavier de Virieu, aristocrate isérois, catholique, « uriagiste »

⁷ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

⁸ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2015.

⁹ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

¹⁰ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2009.

et résistant, dirige une Ecole de formation d'officiers de l'armée « nouvelle » à Uriage, de septembre 1944 à la mi-1946. Dans l'esprit du premier Uriage, il tient absolument à avoir des instructeurs, des dirigeants et des stagiaires de toutes obédiences. L'idée est bien de sortir les officiers du moule sclérosé de St-Cyr. Il a ainsi recruté Fernand Laporte¹¹, un militant communiste d'avant-guerre, passé par les FFL, qui avait connu et agit la libération de la Corse et de l'Isère, parachuté dans la Drôme en août 1944. Militaire, communiste, un homme idéal pour travailler sur l'amalgame, il est vite intégré au bureau d'études, qui travaille sur le contenu intellectuel de la formation, avec Gilles Ferry¹², Bénigno Cacérès, qui étaient déjà du « premier » Uriage. Interviennent dans la formation un dominicain, Joffre Dumazedier, mais aussi Gaston Charreton¹³, responsable départemental CGT et FTP, Gabriel Braisaz, capitaine FTP. L'École est affiliée à Peuple et Culture ! La formation y est militaire, certes, mais aussi intellectuelle, et de haut niveau. L'idée est de faire vivre et durer l'esprit de la résistance et de l'insuffler dans l'armée. Les thèmes de la fonction sociale de l'officier, de la compatibilité entre communisme et christianisme, du soldat-citoyen, de l'éducation sont abordés, et dépassent parfois les stagiaires qui manquent de vocabulaire et de notions.

La sortie de scène de la génération Uriage

Peuple et culture invente le bibliobus qui va à la rencontre des lecteurs dans les quartiers, investit l'université avec le Centre inter-facultés et ouvre le Centre d'éducation ouvrière de Grenoble. Une première maison de la culture vise à fédérer des associations culturelles, sportives et politiques (jeunes du MRP, Amicale des intellectuels communistes) mêlant innovations culturelles (centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, chère à Dumazedier) et associations plus classiques (Ciné-club, Heures Alpines qui organise des concerts). L'enthousiasme du projet attire des personnalités extérieures au département, militants ouvriers autodidactes, ou artistes. Le plus connu est Jean Dasté¹⁴ qui tente d'implanter une compagnie théâtrale en 1945. Mais l'effort n'est pas relayé par la municipalité du socialiste Léon Martin¹⁵, un résistant certes, mais d'une autre époque, et qui ne considère pas la culture comme prioritaire dans une époque saturée d'urgences... Les utopies de la libération s'essouffent, l'école d'Uriage a été fermée, et la formation des officiers rentrée dans le rang. Privés de soutien municipal à Grenoble, Jean Dasté et sa troupe ont été accueillis à St-Etienne. C'est la fin d'une époque, et les « uriagistes » se dispersent, et le siège national de Peuple et Culture est transféré en région parisienne. Dans les années 1950, Grenoble s'endort sur le plan culturel, le bouillonnement de l'immédiat après-guerre est retombé, malgré les efforts des militants associatifs

¹¹ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2014.

¹² Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2009.

¹³ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

¹⁴ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

¹⁵ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2010.

locaux de Peuple et culture, dans les quartiers populaires et à l'université, où Michel Philibert, professeur de philosophie dirige toujours le Cercle inter-facultés, crée un cours de cinéma et anime un groupe de théâtre.

Peuple et culture, le terreau des élites culturelles grenobloises : 1945-1975

1945-60 : les bâtisseurs discrets de l'éducation populaire et un terreau en attente

Peuple et culture crée et fédère maisons de jeunes, compagnie théâtrale, bibliothèques populaires itinérantes (bibliobus), centre inter-facultés. Les associations qui gravitent autour ont souvent des racines chrétiennes (JOC, JAC, JEC). Aucun responsable n'émerge vraiment dans ce travail de l'ombre, avec quelques rares Grenoblois « de souche », comme les frères Hollard ou Michel Philibert qui anime le centre inter-facultés qui vise à décroquer les universités, mais aussi de les ouvrir à la société (cours au centre d'éducation ouvrière...). En 1958, un comédien, ancien de l'équipe de Jean Dasté, est à l'origine de l'Association culturelle pour le théâtre et les arts (ACTA). En 1960, René Lesage, également venu de l'équipe Dasté de St-Etienne, crée une compagnie théâtrale à Grenoble, la Comédie des Alpes. L'ACTA, que dirige Michel Philibert, milite pour la création d'une maison de la culture modèle « Malraux ». Entre les professionnels du théâtre et les militants de Peuple et culture, qui se méfient de la culture savante venue d'en haut, un débat s'ouvre, mais dans l'atmosphère grenobloise de l'époque, ils sont trop minoritaires pour perdre leur temps à s'affronter. En effet, à côté de ce mouvement d'éducation populaire et de ces tentatives innovantes, et apparemment sans porosité, la culture à Grenoble repose sur des acteurs classiques locaux. Fréquenté par la bourgeoisie locale, le théâtre municipal accueille des pièces de boulevard parisiennes en tournée. L'académie delphinale produit une revue d'initiés avec ses universitaires plus ou moins retraités, et des ecclésiastiques érudits. Le Musée Dauphinois, musée d'ethnologie fondé par Hippolyte Müller, est à l'étroit dans l'ancien couvent de St Marie-d'en-Bas. Le musée de peinture a perdu en 1949 le conservateur Andry-Farcy, qui avait fait acquérir des œuvres contemporaines et fait du musée de Grenoble un des plus modernes de France, avec le soutien -sinon l'approbation- des maires, notamment Paul Mistral. La bourgeoisie grenobloise, elle, boude ce musée et préfère les artistes dauphinois comme l'abbé Calès, qui comme le persifle Pierre Frappat, « peignit inlassablement le même paysage du Grésivaudan pendant la première moitié du siècle »¹⁶.

1965-1980 : l'avènement d'élites culturelles exogènes

À Grenoble, l'heure est plutôt au développement économique, essentiellement industriel, où

¹⁶ Frappat Pierre, *Grenoble, le mythe blessé*, Paris, Alain Moreau, 1979.

émerge une nouvelle génération de chefs d'entreprises comme Louis Merlin (Merlin-Gerin) ou Laurent Bois-Vives (skis Rossignol). Le physicien Louis Néel, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, s'il n'a pas créé la recherche et l'enseignement scientifique à Grenoble, lui a incontestablement donné une dimension nationale et internationale, couronnée par son prix Nobel en 1970. Son prestige scientifique personnel a conduit le Commissariat à l'énergie atomique à installer son troisième centre d'études nucléaires à Grenoble (CEGN) en 1956. Dès sa création, le plus important centre de recherche de la région a fait tache d'huile, attirant plusieurs laboratoires du CNRS. C'est toujours Louis Néel qui pousse à la création en 1967 de l'Institut Laue Langevin (ILL) qui gère un réacteur à hauts flux, outil de recherche de pointe construit conjointement par le Royaume Uni, l'Allemagne et la France. Il rassemblait 400 chercheurs dans les années 1970.

Parmi les milliers de chercheurs et ingénieurs attirés par le prestige de Néel et de Grenoble, Hubert Dubedout, officier de marine rendu amer par ses expériences militaires (il a participé à Dien Bien Phû, à l'expédition de Suez et ne souhaite pas prolonger en Algérie), obtient en 1958 un détachement au Centre d'Etudes nucléaires de Grenoble, chargé auprès de Louis Néel du programme, du budget et des relations extérieures. C'est le poste idéal pour entrer en contact à la fois avec la communauté scientifique grenobloise en formation, les « vieux Grenoblois », et les milliers d'immigrants de l'intérieur comme lui. Les néo-Grenoblois découvrent à la fois une activité professionnelle enrichissante et un environnement nouveau, la montagne. L'image du jeune cadre, ingénieur ou chercheur qui passe de son laboratoire aux pistes de ski se construit à cette époque, alors que se profilent les Jeux Olympiques que le maire de droite (le premier depuis 1919) vient d'obtenir. Le cadre de travail et de vie grenoblois attire : les réseaux de grandes écoles (Ecole normale supérieure, Polytechnique, INSA) poussent les jeunes diplômés, trop jeunes pour trouver un poste à Paris, à choisir Grenoble. L'image de Grenoble s'en trouve transformée, en même temps que sa sociologie. Le nombre d'étudiants est passé de 4000 en 1946 à près de 10 000 en 1965. Dans cette ville de tradition industrielle, le nombre de cadres moyens et supérieurs arrivait au niveau de celui des ouvriers. Or, la ville était notoirement sous-équipée en infrastructures de toutes sortes, notamment sur le plan culturel. Les « nouvelles couches sociales » avaient des demandes, mais étaient également prêtes à s'engager.

Ainsi au début des années 1960, des intérêts communs apparaissent entre des acteurs locaux rescapés des grandes heures de la libération qui tentent de féconder un terrain en friche ou sclérosé et une nouvelle population en demande de modernité. Elle va s'exprimer sur le terrain politique local. A partir d'un épisode presque trivial, la création par Hubert Dubedout d'une association des usagers de l'eau qui interpelle la municipalité sur les carences du service, c'est toute une convergence de militants qui se construit pour réveiller la ville sur tous les plans. Les rares Grenoblois « de souche »

vont jouer un rôle de relais, notamment les frères Hollard, dont Michel¹⁷ le plus jeune était secrétaire du PSU et son aîné François secrétaire général du Comité d'expansion économique de l'Isère, et formait des commissions pour préparer le V^e Plan. En ouvrant ces commissions à des syndicalistes, à des chefs d'entreprises et des universitaires, François Hollard crée un lieu de rencontre. C'est le même Hollard qui met Dubedout en contact avec les unions de quartier, et notamment celle qu'il présidait, le quartier des Alpines. Ce quartier nouveau, conçu par des militants, avait créé une coopérative pour construire 500 logements, avec une Maison des Jeunes et un centre social, équipements alors rarissimes.

De nombreux néo-Grenoblois sont entrés en politique par les questions concrètes : il y avait une porosité des intérêts et engagements : impliqués dans des questions de vie quotidienne, de loisirs, avec un niveau d'études supérieures, ils s'intéressaient à la culture, à la politique culturelle et logiquement à la politique. La création du Groupe d'Action Municipale (GAM) en décembre 1964 fut la traduction politique locale de ces engagements. Elle a débouché naturellement sur une liste pour les élections municipales du printemps 1965. Le docteur Michalon, maire sortant, favori à sa succession, avait certes obtenu l'organisation des jeux olympiques d'hiver de 1968, mais leur préparation prenait beaucoup de retard, son bilan était maigre, son équipe de notables peu compétente de son propre aveu. La liste Dubedout résultait d'une alliance entre la vieille SFIO et les nouvelles forces du GAM et du PSU. Si le premier de la liste officielle était symboliquement Georges Martin, un Grenoblois de la SFIO « historique », fils de l'ancien maire Léon Martin, le vrai candidat au poste de maire était bien Hubert Dubedout, et derrière lui les nouvelles classes moyennes techniciennes, pour la plupart très récemment grenobloises, membres du GAM ou du PSU, et parfois des deux organisations (on les appelait les bi-gam). Leur victoire, avec l'appui au deuxième tour des électeurs communistes -à défaut de consignes claires de la direction du PCF- a surpris localement mais aussi au niveau national, où elle apparut comme un événement marquant. Pierre Viansson-Ponté évoque « les Dubedout ... et leur engagement et leur succès prouvent que la mutation française est en train de donner naissance à de nouveaux comportements, à des formes inédites d'action politique »¹⁸. Ces « Dubedout » seront autant des élites culturelles que politiques.

Élites politiques, élites culturelles : une mixité assumée

La nouvelle équipe héritait d'une urgence, l'organisation des Jeux olympiques. L'État, en la personne du préfet, était inquiet des retards, mais très vite établit une connivence avec le nouveau maire qui sut habilement associer, intégrer et faire financer des projets durables dans le cadre de la préparation des Jeux. L'ancien maire Michallon n'avait pris aucune initiative en matière culturelle, refusant par

¹⁷ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2010.

¹⁸ Viansson-Ponté Pierre, *Le Monde*, 30 mars 1965

exemple d'appuyer la création d'une maison de la culture, alors même qu'une association s'était créée pour la promouvoir et que le ministère dirigé par André Malraux y était favorable. La nouvelle municipalité a engagé avec le ministère Malraux la création de la Maison de la Culture, inaugurée en 1968, dans la foulée des Jeux. Parallèlement, elle a décidé le transfert et la modernisation du Musée Dauphinois dans l'ancien couvent de Sainte-Marie-d'en-Haut qui domine la ville et la création du conservatoire de musique. Tout cela signe une rupture avec le passé, la naissance d'une politique culturelle, qui vise à la fois à favoriser la création et à la diffuser au plus grand nombre, une politique qui va faire appel à des artistes et à de fortes personnalités, répondre aux besoins nouveaux des nouvelles couches de population, sans sacrifier les fondamentaux grenoblois, à travers par exemple la création du Musée de la Résistance et de la Déportation. Le pouvoir municipal devient prescripteur et acteur culturel majeur, et Bernard Gilman¹⁹, adjoint aux « affaires culturelles » (son prédécesseur avait en charge les « Beaux-arts ») devient le chef d'orchestre des nominations. Bernard Gilman est arrivé à Grenoble à partir du début des années 1960 : originaire du Nord, ouvrier, autodidacte puis instituteur dans l'Oisans où il rencontre un autre instituteur originaire de l'Aveyron Roger Canac. Tous deux sont bientôt détachés par le ministère auprès de Peuple et Culture. Ils en sont les chevilles ouvrières en Isère. Bernard Gilman, permanent de Peuple et Culture, milite au PSU puis au GAM. Militant de l'éducation populaire, il n'a pas le comportement ni la prétention d'être membre d'une élite, mais c'est un bâtisseur, un créateur, qui sait aussi bien recruter des hommes que monter des dossiers pour faire de Grenoble un laboratoire d'action culturelle comme elle est déjà un laboratoire politique. En effet, le choix de Grenoble comme lieu des « rencontres socialistes » en 1966 consacrent la ville comme un lieu de d'expérimentation : le PSU est à la manœuvre et à l'organisation, notamment Michel Hollard son secrétaire. Pierre Mendès-France, qui prononce le discours de clôture, va décider d'être candidat à Grenoble aux législatives de 1967, Michel Rocard y fait un rapport qui fera date sur les voies vers le socialisme. Le mythe grenoblois est en marche.

Bernard Gilman devient chargé de la culture, et un peu dictateur, de sa propre expression²⁰, en particulier sur le plan des nominations. Il puise dans ses amis Peuple et Culture, incontestablement le creuset des élites culturelles des années Dubedout. Bernard Gilman nomme Didier Béraud à la direction de la Maison de la Culture. Acteur professeur et animateur de théâtre, il a travaillé à la Comédie de Saint-Etienne (1950-1952), au TNP, au Centre dramatique de l'Est (1957-1966). Sa nomination et la maison elle-même sont emblématiques des ambitions de la politique culturelle de ces années : un lieu d'innovation et d'expérimentation artistique, mais qui a vocation d'être « élitiste pour tous » : elle est contrôlée par une association de gestion issue de l'ACTA qui compte près de 200 membres, fondateurs et cooptés et qui dispose de 20 places au CA contre 10 à la ville et à l'Etat.

¹⁹ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2010.

²⁰ Cité par Pierre Frappat, *op. cit.*

Dirigée par Michel Philibert, on y trouve les fondateurs de Peuple et Culture, mais aussi des enseignants et des syndicalistes CGT et CFDT, avec le souci d'ouvrir la Maison à un public populaire. On vient au spectacle de théâtre de pointe, mais on y débat le dimanche matin sur la diffusion de la culture scientifique, sur l'architecture... Les Comités d'entreprise fréquenteront beaucoup la Maison de la Culture, tout comme les autres lieux de culture rénovés par la volonté de Gilman, soutenu par le maire. Le réseau de maisons de quartiers, MJC, avec le recrutement de plus de 400 animateurs montre bien les deux aspects de la politique culturelle : éduquer et innover.

Michel Philibert est à peu près le seul « ancien » Grenoblois dans ces nominations. Gilman cherche et attire avant tout des créateurs, des modernistes comme Maurice Besset, spécialiste d'art contemporain et muséographe innovant au musée de peinture et de sculpture (1969), mais enracinés dans la culture populaire, comme Jean-Pierre Laurent qui prend la direction et révolutionne la fonction et la muséographie du Musée Dauphinois pour en faire un musée de société qui dépoussière l'ethnologie pour montrer aux visiteurs le reflet de ce qu'ils sont : des descendants de montagnards, mais aussi des ouvriers, des immigrés. L'exposition le « Roman des Grenoblois » marquera une génération de Grenoblois et de muséographes. Or, Jean-Pierre Laurent, que Gilman est allé chercher à Annecy, est un ancien de Peuple et Culture, tout comme le metteur en scène Gabriel Monnet, qui dirige le Centre Dramatique National des Alpes qui succède – avec une reconnaissance nationale – à la Comédie des Alpes. René Rizzardo²¹, qui succédera à Gilman comme adjoint à la culture, Cécil Guitard qui mettra en place le réseau exceptionnel de lecture publique à Grenoble sont aussi passés par la formation de Peuple et Culture qui apparaît comme le réseau principal que son historien interne Jean-François Chosson²² présente à la fin des années 1950 comme : « un groupe de pression politique qui intervient sur le plan local et national pour promouvoir des réformes et formuler des propositions dans le domaine de la formation des adultes et de l'action culturelle, un véritable pouvoir culturel indépendant des partis et des syndicats²³ ».

En fait, à la fin des années 1960, « le pouvoir culturel » des hommes de Peuple et Culture n'est plus indépendant des syndicats et des partis, il s'exerce à la mairie, et au sein des institutions culturelles grenobloises. Les parcours politiques et sociaux de ces acteurs de l'époque Dubedout font apparaître un autre point commun, bien que jamais mis en avant en tant que tel, le christianisme social. S'ils sont engagés politiquement plus à gauche que l'ex-MRP –et notamment dans les luttes contre les guerres coloniales- ils sont souvent passés, parfois en même temps qu'à « Peuple et Culture » par des organisations chrétiennes classiques (scoutisme, Jeunesses ouvrières chrétiennes)

²¹ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2015.

²² Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

²³ Cité par Troger Vincent, « De l'éducation populaire à la formation professionnelle, l'action de "peuple et culture" », *Sociétés contemporaines*, n° 35, 1999, p. 19-42.

ou plus novatrices (économie et humanisme). On trouve ainsi dans les élites politiques et culturelles des protestants comme les frères Hollard ou Michel Philibert qui fut membre du Conseil de la Fédération protestante de France, ou des catholiques engagés comme Geo Boulloud²⁴, ouvrier, syndicaliste CGT, militant PSU puis PS. Le christianisme n'apparaît pas ici comme un réseau, mais comme un arrière-plan commun de valeurs. Autre originalité grenobloise, les élites culturelles se renouvellent régulièrement à la tête des institutions, et les politiques qui traitent de la culture ne font pas des carrières interminables, à l'instar de Bernard Gilman qui se retire au bout de deux mandats.

Grenoble-Paris, allers-retours 1975-1983

L'attractivité grenobloise

Ce qui se passe à Grenoble à l'époque est apprécié, observé et reconnu à Paris, comme en témoignent les rapports et études réalisées à chaud, à la fin des années 1970²⁵.

Bernard Gilman à l'oreille d'Augustin Girard²⁶, le haut-fonctionnaire stable de tous les ministres de la Culture. Les nominations qu'il propose, les projets qu'il lance trouvent un appui à Paris et renforcent l'idée d'un modèle grenoblois d'action culturelle locale plus que de décentralisation culturelle, encouragé par les ministres de la Culture avec des élites d'origine non iséroises, mais qui s'enracinent. Grenoble n'attire pas que des scientifiques : Maurice Besset quitte ainsi son poste de conservateur au Musée National d'Art Moderne de Paris, pour une expérience grenobloise entre 1969 et 1975 à la tête du musée de peinture. Il enseigne également l'art contemporain dans les universités de Besançon et de Grenoble, puis à l'université de Genève de 1971 à 1991. Pierre Gaudibert lui succède en 1978. Forte personnalité et brillant critique d'art, il a fortement marqué son empreinte par sa politique d'acquisition et par la création d'un département des arts du Maghreb et d'un festival africain. Il impulse en 1977 la création à Grenoble du Centre d'Art Contemporain, le « Magasin ».

Jean-Philippe Motte, jeune sociologue originaire du Nord, choisit Grenoble en 1972, où il dirigera bientôt l'agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG). Au Musée Dauphinois, Jean Guibal, formé aux Arts et traditions populaires, attiré par la recherche sur le patrimoine urbain et industriel, choisit Grenoble quand il veut quitter Paris, rejoint par le Jean-Claude Duclos, qui vient de terminer le Musée Camarguais, prix européen du musée de l'année 1979. Catherine Tasca quitte le ministère de la Culture pour une expérience grenobloise, de 1973 à 1977 :

Cela pouvait paraître assez aventureux de quitter la rue Saint-Dominique pour Grenoble,

²⁴ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2008.

²⁵ *Bilan de 10 ans d'activité culturelle à Grenoble*, Paris, ministère de la Culture, Service des études et recherches, 1979 ; Béraud Jeanne et Béraud Didier, *Une aventure culturelle à Grenoble, 1965-1975*, Paris, ministère de la Culture, Service des études et recherches, 1979.

²⁶ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2010.

et puis, après les choses se sont enchaînées (...) J'ai connu encore mieux les professionnels qui m'avaient d'ailleurs donné envie de partir sur le terrain, je pense notamment à un certain nombre d'acteurs de la décentralisation dramatique que j'ai bien connus à la fin des années soixante personnellement comme Tréhard, Dasté, René Lesage et bien d'autres. En passant cinq ans à Grenoble, je me suis sentie assez intégrée dans cette tribu et j'ai été confortée dans le choix de rester hors de l'administration. La rencontre de Boulez et de Chéreau, tous les deux à Grenoble d'ailleurs, a été déterminante.

On remarquera qu'à peine arrivés, les élites « venues de l'extérieur » tiennent des discours teintés d'un fort patriotisme grenoblois, alimentant le mythe à l'origine de leur arrivée²⁷. Ces élites font leur travail d'élites dans leur domaine, mais aussi en tissant des liens avec l'université : là encore Gilman a impulsé, en favorisant les contacts et les projets. Les conservateurs de musées créent des cours à l'Institut d'Etudes politiques, accueillis par Guy Saez, chercheur spécialiste des politiques culturelles et militant de Peuple et Culture. Des universitaires se sont engagés dans l'aventure grenobloise de la Villeneuve en tant qu'experts autant qu'acteurs sociaux, comme l'urbaniste Jean-François Parent²⁸.

Les créateurs, nouvelles élites des années 1980

Paradoxalement la victoire de la gauche au niveau national en 1981 et les ambitions culturelles du ministère de Jack Lang qui s'appuient en partie sur l'expérience grenobloise sont à contretemps de l'évolution grenobloise, dont le modèle s'essouffle tant sur le plan politique que culturel. À côté des responsables des politiques et des institutions qui étaient bien, sans le proclamer, les élites culturelles des années 1965-1975, on voit monter la notoriété des créateurs qui vont bientôt prendre le pouvoir par leur notoriété, notamment dans le domaine du théâtre. Sans entrer dans les divergences théoriques à propos de la fonction du théâtre, on constate que des talents ont émergé grâce aux subventions municipales qui leur ont permis de trouver leur public : Fernand Garnier, Renata Scant, engagée comme vacataire en 1971 a construit une démarche au sein du théâtre-action, Yvon Chaix au théâtre de la Potence, puis du Rio s'installent dans le paysage grenoblois, le public associant leur nom à celui de « leur » théâtre. Mais le principal personnage est Georges Lavaudant, né dans la banlieue de Grenoble, qui crée en 1967 le théâtre Partisan, s'intègre dans la Comédie des Alpes qu'il codirige avec Gabriel Monnet. Il devient le directeur artistique du Centre dramatique national des Alpes, et crée des mises en scène ambitieuses et spectaculaires à la Maison de la Culture, sous le regard des élus qui lui ont mis le pied à l'étrier.

²⁷ Bruneteau Bernard, « Le mythe de Grenoble des années 1960 et 1970, un usage politique de la modernité », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 58, avril-juin 1998, p. 111-126.

²⁸ Voir sa notice biographique in *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, [en ligne], 2014.



Figure 1. La Maison de la Culture de Grenoble. Ville de Grenoble

Conclusion

La réforme de la gestion de la maison de la culture en 1981 écarte l'association et donne à Lavaudant tout pouvoir sur son fonctionnement. De 1981 à 1986, il est à la tête de la Maison de la Culture de Grenoble tout en continuant à jouer sur les planches, avant de diriger le TNP à Lyon puis le théâtre de l'Odéon à Paris. La montée à Paris est aussi le fait des élites politico-culturelles. Après la victoire de Mitterrand en 1981 et la défaite du maire Hubert Dubedout en 1983, les acteurs de la vie culturelle et politique quittent Grenoble. René Rizzardo, adjoint à la culture de la dernière municipalité Dubedout devient conseiller à Avignon. Bernard Gilman au cabinet de Jack Lang met en œuvre au niveau national le modèle d'action culturelle décentralisée, donnant un rôle accru des collectivités locales (Conseil général et DRAC). Le conseil général de l'Isère mène à partir du Musée Dauphinois une politique de décentralisation de la mise en valeur du patrimoine culturel, industriel, etc., avec des musées locaux « estampillés » et des conservateurs détachés par le Musée Dauphinois. Mais, à Grenoble, c'est plutôt une politique de prestige qui s'engage avec la construction du nouveau musée de peinture (lancée par Jack Lang, inauguré par Alain Carignon) et la rénovation de la Maison de la Culture (MC2). La création en 1988 par Augustin Girard et René Rizzardo, de l'observatoire national des politiques culturelles, suit l'implantation d'un DESS « direction de projets culturels » à l'institut d'études politiques de Grenoble est un peu l'apogée de l'influence des « grenoblois » sur la politique culturelle, alors que paradoxalement ils ont connu la défaite politique à Grenoble. Signalons toutefois que si des responsables politiques ont évidemment quitté leurs postes, leur politique culturelle n'a pas été bouleversée. Elle faisait partie de l'identité grenobloise après avoir porté une bonne part du mythe.

Bibliographie de recherche

BÉRAUD Jeanne et BÉRAUD Didier, *Une aventure culturelle à Grenoble, 1965-1975*, Paris, ministère de la Culture, Service des études et recherches, 1979.

Bilan de 10 ans d'activité culturelle à Grenoble, Paris, ministère de la Culture, Service des études et recherches, 1979.

BLASCHKA Thibaud, « Lengrand Paul, Robert », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 7 février 2015, dernière modification le 8 février 2015, <https://maitron.fr/spip.php?article170476>.

BRUNETEAU Bernard, « Le mythe de Grenoble des années 1960 et 1970, un usage politique de la modernité », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 58, avril-juin 1998, p. 111-126.

BROUÉ Pierre, « Charreton Gaston », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 1er janvier 2011, <https://maitron.fr/spip.php?article19520>.

BROUÉ Pierre, « Flaureau Pierre, Louis, Jean », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 1er mai 2009, dernière modification le 2 juin 2009, <https://maitron.fr/spip.php?article50047>.

BROUÉ Pierre, « Gosse Pierre, César, Roch, René », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 août 2009, dernière modification le 15 mars 2019, <https://maitron.fr/spip.php?article73537>.

BROUÉ Pierre et GIRAULT Jacques, « Darves-Bornoz Roger, dit Parceval Jean », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 15 avril 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article21498>.

CAUDRON André, « GILMAN Bernard, Georges, Marie », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 3 juillet 2010, dernière modification le 13 septembre 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article88361>.

COLLIN Claude et GIRAULT Jacques, « Laporte Fernand, Paul », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 4 mai 2011, dernière modification le 5 août 2014, <https://maitron.fr/spip.php?article136874>.

DEREYMEZ Jean-William, « Dubedout Hubert », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 18 septembre 2016, <https://maitron.fr/spip.php?article23022>.

DEREYMEZ Jean-William, « Mistral Paul », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 19 septembre 2017, <https://maitron.fr/spip.php?article122499>.

FRAPPAT Pierre, *Grenoble, le mythe blessé*, Paris, Alain Moreau, 1979.

GILLET Jean-Claude, « Rizzardo René », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 13 juin 2015, dernière modification le 13 juin 2015, <https://maitron.fr/spip.php?article173924>.

« Girard Augustin », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 17 septembre 2010, dernière modification le 17 septembre 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article89164>.

GROSSMAN Vanessa, « Parent Jean-François [Parent, Jean-François, René] », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 26 mai 2014, dernière modification le 26 mai 2014, <https://maitron.fr/spip.php?article145447>.

« Guéhenno Jean [Guéhenno Marcel, Jules, Marie dit Jean] », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 13 décembre 2009, dernière modification le 13 décembre 2009, <https://maitron.fr/spip.php?article75461>.

KECK Thierry, « Ferry Gilles [Ferry Gilbert, François, Georges, dit Gilles et parfois Gil] », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 3 juin 2009, dernière modification le 30 avril 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article50477>.

LAMBERSENS Simon et PRIGENT François, « Hollard Michel », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 29 juillet 2010, dernière modification le 29 juillet 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article88405>.

LISCIA Claude, « Dasté Jean, Gustave, Georges », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 8 avril 2016, <https://maitron.fr/spip.php?article21509>.

MAITRON Jean, PENNETIER Claude et VERGNON Gilles, « Farge Yves, Louis, Auguste. Pseudonymes dans la clandestinité : Bessonneau, Bonaventure, Dumaine, Grégoire, Petrequin », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 12 mars 2009, dernière modification le 16 juillet 2013, <https://maitron.fr/spip.php?article49408>

MORIN Gilles, « Boulloud Georges [PSU] », », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 5 janvier 2016, <https://maitron.fr/spip.php?article17504>.

PEYRE Vincent, « Chosson Jean-François », », », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 25 octobre 2008, <https://maitron.fr/spip.php?article19962>.

PEYRE Vincent, « Cacérés Bénigno », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 12 avril 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article18290>.

RAYMOND Justinien, « Martin Léon, Achille », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article120592>.

SAEZ Guy, « Dumazedier Joffre », *Le Maitron dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 21 novembre 2008, <https://maitron.fr/spip.php?article23308>.

TROGER Vincent, « De l'éducation populaire à la formation professionnelle, l'action de "peuple et culture" », *Sociétés contemporaines*, n° 35, 1999, p. 19-42.